

INITIATIVES PARLEMENTAIRES AVIS DE MOTION

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

MESURE TENDANT À ASSURER UN NIVEAU DE VIE
UNIFORME AU CANADA ET DANS LE MONDE

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier dans le plus bref délai la possibilité d'adopter une loi en vue d'abolir la pauvreté grâce à la redistribution des revenus et à la planification des ressources productives afin que les richesses qui résultent des progrès de la technologie moderne assurent aux Canadiens un niveau de vie plus uniforme, peu importe ce qu'ils sont et où ils vivent et que les richesses permettent au Canada de contribuer une part importante de ses richesses en vue d'atteindre à une plus grande uniformité des niveaux de vie partout au monde.

• (5.00 p.m.)

—Monsieur l'Orateur, il convient que cette résolution fasse l'objet d'une discussion au début de la nouvelle année. Jamais jusqu'à maintenant pendant le temps de Noël à la chaleur des festivités ne s'était mêlé d'une façon aussi poignante ce sentiment glacial d'inquiétude au sujet de l'avenir de notre pays et aussi de la terre. Comme vous, je m'étais réjouie dans la compagnie de groupes heureux lorsque tout d'un coup notre joie s'est éteinte. Nous avons commencé à nous inquiéter du nombre croissant de personnes, hommes et femmes comme nous pour lesquels il n'y a pas de place au Canada. J'ai passé la veille de Noël à titre d'invitée d'un organisme de chômeurs qui avaient quêté de ceux qui en ont les moyens le nécessaire pour leur repas de Noël. Eux-mêmes, assistés sociaux, ces gens-là et leurs familles ont ouvert toutes grandes leurs portes à d'autres encore moins riches d'espoir, les indigents. Il y a eu de la nourriture et de la musique et de la fraternité pour une nuit. Cependant, pour toutes ces personnes, il n'existait aucune perspective d'un avenir où elles pourraient toucher un revenu et partager la vie et la responsabilité de la collectivité. Elles le ressentaient profondément, et j'ai éprouvé de la honte et de l'indignation à la pensée qu'il n'y a pas de place pour ces personnes et leurs enfants et l'autre demi-million de Canadiens chômeurs, dans le Canada de demain.

Et ce n'est pas tout: il y a les vieillards, les invalides, les malades, les aveugles, les parents seuls et plusieurs autres groupes. Un Canadien sur cinq—peut-être les derniers chiffres en indiqueraient-ils davantage—est plongé dans la pauvreté à l'heure actuelle et il est condamné à sombrer encore davantage si le gouvernement perpétue sa politique actuelle de sélectivité—en choisissant le pauvre et en faisant servir son modeste revenu à financer les nécessiteux. Ah oui! je sais que nous avons eu un comité sénatorial pour étudier la pauvreté. Et je sais que le gouvernement vient d'accorder une subvention de \$50,000 pour financer en partie le récent congrès des pauvres dont les membres, selon l'un d'eux, «sont tous pauvres et s'efforcent tous de résoudre les problèmes de la pauvreté.» Un tel congrès a sans doute été précieux pour les participants, mais, à mon avis, le temps est venu pour le gouvernement de cesser de monter le coup aux

[M. l'Orateur suppléant.]

gens. Le temps est venu pour nous de cesser de nous appitoyer sur la pauvreté et de prendre les premières mesures pour l'éliminer. La responsabilité de ces premières mesures se trouve ici dans cette Chambre. Si le gouvernement veut consacrer ses ressources à fournir un plan réalisable pour un revenu garanti à l'intention des Canadiens de toutes les parties du pays, il aura laissé sa marque pour toujours, non seulement sur un Canada reconnaissant, mais sur le monde qui a grandement besoin d'un tel exemple.

Je dis bien un «plan réalisable». Nous savons tous que ce ne sera pas facile et que les difficultés abondent. Il est difficile d'inciter à travailler ceux qui en sont capables. Mais l'autre jour, au cours de la conférence sur la pauvreté, des délégués ont déclaré que plus important encore que le droit à un revenu garanti est le droit au travail garanti. Nombreux sont ceux qui cherchent à subvenir à leurs propres besoins et à parvenir à l'indépendance financière. La difficulté la plus considérable est celle que présente pour le gouvernement la création d'emplois socialement nécessaires que l'entreprise privée ne veut ni ne peut fournir. Puis vient la suprême difficulté qui est pour le gouvernement d'avoir le courage d'imposer les gens selon leurs revenus. Mais nous savons que l'idée d'un revenu garanti n'est plus considérée comme impraticable. La moitié des ministériels ont parlé en sa faveur. Les leaders provinciaux et les travailleurs sociaux en demandent instamment la mise sur pied. En fait, le premier ministre (M. Trudeau) a même été jusqu'à donner la nette impression qu'en ce qui le concernait, la création en était imminente. Mais, dernièrement, cette imminence s'est estompée. On me dira que maintenant rien, mais vraiment rien, ne peut être fait à ce sujet tant que notre économie ne se sera pas accrue. Le Livre blanc sur la sécurité sociale est tout à fait explicite. A mon avis, la nécessité d'une plus forte croissance économique ne constitue en rien une excuse pour refuser de redistribuer équitablement les immenses richesses que nous produisons actuellement. Cela ne nous empêchera pas de planifier la croissance économique qui nous est nécessaire.

A vrai dire, avant d'avoir convenablement organisé la croissance économique, nous ne saurions espérer atteindre l'objectif du travail garanti que la Conférence des pauvres a demandé comme point fondamental. Il nous faut nous écarter radicalement de nos attitudes passées et présentes envers la croissance économique et industrielle. En vérité, Kenneth Galbraith est l'un des rares économistes absolument logiques à qui je puisse penser en ce moment. Il est l'un de ceux qui, à notre époque, s'exclament: De grâce, oublions la tradition livresque du XIX^e siècle et considérons les faits du XX^e siècle, qui nous crèvent les yeux. L'idée que plus l'argent roule, plus grandes seront la croissance économique et la prospérité, est un mythe de première grandeur. Évidemment, il y aura prospérité, mais elle avantagera la mince élite qui exerce un monopole sur la croissance économique. Elle ne sera pas répartie de nouveau ou transvasée en faveur des nécessiteux.

Nous ne pouvons absolument pas continuer sur la voie du suicide en recherchant plus de marchés pour plus de produits afin que les entreprises industrielles puissent continuer à accroître leurs profits, tandis que s'élargit le fossé entre les riches et les pauvres dans notre pays et dans le monde. Certains ont toujours su qu'une telle situation était immorale. Aujourd'hui, un nombre grandis-